

aux questions d'argent. L'archiduc Maximilien n'avait jamais su compter, et la situation pécuniaire plus qu'embarrassée où le trouva l'offre du trône n'est un mystère pour personne. L'empereur du Mexique sut moins compter encore, s'il est possible. Il appartenait à cette catégorie d'hommes nés exclusivement pour la vie facile qui, dans la satisfaction d'un désir, ne connaissent aucun calcul et écartent le souci du paiement en se disant que l'argent se trouve toujours. Le luxe disproportionné de l'établissement impérial était déjà une lourde charge pour des finances où il n'y avait guère de certain que le budget des dépenses. Il y ajouta le fardeau de toutes les fantaisies qui lui venaient à l'esprit. Au plus fort de la gêne du trésor, par exemple, il ordonnait le déménagement d'une partie des ministères, pour réaliser dans le local qu'ils occupaient au palais des projets d'installation où devait figurer, entre autres choses, une gigantesque volière. A quelques jours de là, c'était le théâtre de la cour dont j'ai déjà parlé, et pour lequel un crédit de 400,000 francs était ouvert d'emblée au chapitre des travaux publics. C'était encore une statue de Morelos, l'un des héros de l'indépendance mexicaine, que l'on payait 60,000 francs pour se procurer le plaisir d'une inauguration pompeuse. Et ce n'étaient point là des faits isolés; ils entraînaient, pour ainsi dire, dans la vie quotidienne. Pendant ce temps, le général Mejia perdait des semaines entières à attendre les fonds

nécessaires pour aller prendre possession de son commandement et le caissier central du trésor répondait à un officier qui lui présentait un mandat destiné à le défrayer de ses frais de route, en lui montrant une pièce unique de vingt francs : « Voilà ce que j'ai en caisse; encore cette pièce n'est-elle là que parce que je la garde comme une curiosité. »

Lorsqu'en de pareilles extrémités on s'adressait à l'empereur, il s'emportait, accusait tout le monde, s'en prenait à l'administration française et finissait par se rabattre sur elle pour lui arracher une avance bientôt gaspillée comme le reste. Ce fut, d'un bout à l'autre du règne, la même histoire de dépenses sans calcul et d'insouciance aveugle, que ne parvenaient à corriger ni les plus cruels embarras, ni les plus dures leçons, ni le spectacle d'une pénurie croissante en face de besoins toujours plus grands et d'une situation qui empirait d'heure en heure¹.

Le propre de ces natures est, pour comble de malheur, d'être rebelles à toute influence. Bien que partageant dans une certaine mesure le faible de son mari pour l'étiquette et l'appareil de cour, l'impératrice Charlotte, douée d'un esprit beau-

1. Voir, à la fin du volume, les *Notes et pièces justificatives* : lettre A.

J'ai reporté là des détails et des citations qui ne pourraient trouver place dans le courant du récit.

coup plus ferme et possédant au suprême degré le sentiment de sa dignité, eût empêché beaucoup de fautes; peut-être même eût-elle modifié le cours des événements, si elle avait réellement exercé sur l'esprit de l'empereur l'ascendant qu'on lui attribuait. Les deux périodes pendant lesquelles elle remplit le rôle de régente, — trois mois en 1864, deux mois en 1865, — permirent d'apprécier ce qu'il y avait en elle de haute intelligence, de loyauté virile et d'aptitude pour les affaires les plus sérieuses. Mais, même alors qu'elle était ainsi nominalement investie de la direction du gouvernement, son pouvoir effectif se réduisait à fort peu de chose; de loin comme de près, Maximilien mettait une exigence presque enfantine à ce que nulle décision ne fût prise en dehors de lui. Les meilleures déterminations ébauchées par la régente, avec l'aide de conseils que sa sagacité savait accepter, lui fussent-ils parfois désagréables, devaient aller chercher, auprès du souverain en tournée, une sanction qui, la plupart du temps, restait dans les cartons de voyage. A plus forte raison, l'influence de l'infortunée princesse se trouvait-elle annihilée, quand l'empereur, présent à Mexico, reprenait l'exercice de son absorbante autorité. Ce n'est pas qu'il ne se complût à mettre en avant le nom de l'impératrice; mais, ici comme en beaucoup d'autres choses, c'était de sa part une simple manière de parler ou un moyen de gagner du temps, d'éluder quelque réponse difficile.

Si, par moments, il lui abandonna une apparente ingénérance dans certains projets, il le lui fit amèrement expier. Lorsque sonna l'heure des déboires, il eut les récriminations des caractères à la fois faibles et entiers; il affecta de faire retomber sur sa noble compagne la responsabilité des difficultés que, seul, il avait rendues insurmontables, et la relégua, avec une ostentation blessante, dans le domaine des soins de la femme. Le procédé fut doublement douloureux pour une princesse qui idolâtrait son mari et qui portait à l'extrême, presque à l'exagération, la fierté de l'attitude vis-à-vis de son entourage. Nature ardente et de bonne heure refoulée sur elle-même, la fille du roi Léopold avait reporté sur Maximilien toute la tendresse qu'avait amassée en elle son existence de jeune fille sans mère et de jeune femme sans enfants. Elle ne vivait littéralement que pour lui et avait rêvé, à ses côtés, une existence qu'elle ne rencontra pas¹. Le malheur qui a fait d'elle un

1. Voici à ce sujet quelques lignes d'une lettre de Maximilien qui laisse entrevoir ce qu'était l'intérieur impérial :

« Chapultepec, 19 juillet 1865.

« Mon caractère n'est pas des plus heureux, et, entre autres défauts, j'ai un sentiment d'indépendance absolue, de manière que même l'impératrice, avec son tact, ne vient jamais chez moi, ne dérange pas mon travail, à moins que je ne l'invite à venir. Elle connaît sur ce point ma faiblesse et, comme elle s'en accommode, la bonne harmonie n'a jamais été troublée. »

1020002779

objet d'universelle commisération ne fut ni le premier, ni peut-être le plus grand, dans cette carrière vouée à toutes les épreuves. Il avait été précédé et préparé par des souffrances secrètes de plus d'un genre, silencieusement supportées et qui excusent en l'expliquant la froideur hautaine et l'humeur ombrageuse que reprochaient à l'impératrice du Mexique ceux qui vécurent près d'elle, aux jours de son éphémère grandeur.

Le personnel amené d'Europe n'était pas fait, d'autre part, pour apporter dans la situation ce qui manquait à l'empereur et pour contrebalancer les erreurs de sa conduite, comme cela était arrivé lors de son gouvernement d'Italie. Parmi les hommes qui composaient ce personnel, les uns n'avaient qu'une idée fixe, celle de faire leurs orges; les autres étaient arrivés avec la prétention de jouer le rôle d'hommes d'État, dans un pays dont ils ne connaissaient ni la langue, ni les mœurs, ni l'histoire, et pour lequel ils professaient d'avance un superbe mépris; tous apportaient les mêmes préjugés, les mêmes idées superficielles, la même frivolité d'habitudes, la même ignorance des affaires; pas un ne pouvait invoquer, comme titre au rôle qu'il ambitionnait de remplir, un passé de travail ou l'expérience la plus élémentaire de la vie publique. Tels allaient être les conseillers intimes, les guides tout-puissants d'un souverain que son caractère et ses habitudes d'esprit livraient sans défense à ses familiers. Un

d'entre eux, surtout, devait exercer pendant les premiers mois une influence prépondérante qui eut les conséquences les plus désastreuses: à peine est-il besoin de nommer M. Eloin, le créateur et le premier chef de ce cabinet de l'empereur dont j'ai déjà dit le rôle omnipotent et funeste.

Je crois devoir ici détacher une page du livre de M. Domenech:

« Ce cabinet était pitoyablement composé. Son chef, M. Eloin, était un Belge ignorant la langue et les mœurs du Mexique. Ses compatriotes m'ont assuré que l'empereur Léopold l'avait imposé à l'archiduc Maximilien. « Faute de capacité, m'ont-ils ajouté, pour devenir ingénieur, il resta conducteur des mines. Sa manière de chanter la chansonnette et quelques talents de société lui valurent la bienveillance d'un grand seigneur, qui le poussa jusqu'à la cour, où il sut capter l'attention du roi. »

« Les fonctions de chef du cabinet le rendaient plus puissant que les ministres. N'ayant jamais occupé en Belgique de poste important, il était déplacé dans celui qu'il occupait à Mexico. Il ne sut pas s'élever à la hauteur des fonctions qu'on lui avait confiées; il voulait tout voir, tout accaparer; mais, débordé par l'abondance des matières et son peu d'aptitude au travail, il ne concluait jamais rien. Ses sentiments anti-français, son ignorance complète de la situation du Mexique

et de son passé lui ont fait repousser une multitude de projets présentés par les Français et d'une importance incalculable pour le pays. ¹ »

Tel était l'homme qui, du mois de juin 1864 au mois de mars 1865, fut la seule véritable puissance au Mexique. Il eut tout, littéralement tout entre les mains, et ne sut rien faire, sinon créer des inimitiés à l'empire. Ce fut lui qui, par ses lenteurs ou ses rebuts, découragea la plupart des entreprises prêtes à éclore et lassa les capitaux étrangers ; lui qui dépouilla tour à tour les ministères de leurs attributions les plus essentielles ; lui qui poussa Maximilien dans cette voie du gouvernement ultra-personnel, au bout de laquelle devaient se trouver la désorganisation et l'impuissance ; lui, enfin, qui sépara, par une irrémédiable divergence d'idées et d'action, le palais impérial du quartier général, de la légation de France, de tout ce qui représentait l'intervention ou l'administration française. Soutenu par l'impératrice, dont le patronage pour ce funeste compatriote fut la seule erreur, servi en outre par la malencontreuse promenade de trois mois que l'empereur avait entreprise presque au lendemain de son débarquement, M. Eloin était, au bout de quelques semaines, le factotum de l'empire. Il en devint la calamité dès le début, et il devait l'être encore

1. *Juarez et Maximilien*, p. 202.

à la dernière heure, car ce fut une lettre de lui qui, au mois d'octobre 1866, arrêta Maximilien dans sa détermination de quitter le Mexique.

M. Eloin repartit pour l'Europe au mois d'avril 1865, chargé d'une mission imaginaire, comme la faiblesse de Maximilien en inventait pour éloigner les gens dont il était fatigué, sans avoir le courage de le leur dire. Quelques semaines après son départ, l'empereur écrivait dans une lettre où il ordonnait la reconstitution de son cabinet : « Notre cher Eloin n'a rien fait. » Il eût été plus exact de dire : « Notre cher Eloin n'a fait que du mal. » Mal immense et dès lors irréparable ; tous les ressorts du gouvernement étaient faussés, tous les rapports aigris, toute la machine administrative en désarroi. Le système survécut au règne de l'homme qui l'avait créé. Naturellement porté aux errements autocratiques, Maximilien n'était pas de trempe à réagir contre les habitudes qui avaient fait de lui le centre unique de toutes choses. Le cabinet fut d'abord transformé sous la direction du colonel Loysel, puis, converti en simple secrétariat sous celle du capitaine Pierron ; mais ce ne furent là que des changements d'apparence et de nom. Le pli était pris ; le gouvernement était au palais ; il y resta. Si le chef du cabinet ou du secrétariat n'exerça plus personnellement une action aussi absorbante, l'empereur n'en garda pas moins par devers lui le droit de tout faire et de tout défaire. Seulement, au lieu de

partager désormais ce droit avec les deux officiers français qui suspendaient et compromettaient leur carrière pour mettre à son service leur droiture, leurs connaissances et leur dévouement, il le partagea avec des familiers fréquemment changés, trop souvent mal choisis. La tradition créée par M. Eloin subsista en fait ; elle ne fut que déplacée au profit d'une camarilla mobile, où l'élément germanique et aventurier prit un rôle de plus en plus large. La faute devenait par là plus complète, à tant faire que de persister dans la fausse voie de l'absolutisme, mieux eût valu laisser l'influence principale entre les mains des hommes d'intelligence et de cœur nominalement investis du poste qu'avait occupé M. Eloin. Peut-être eussent-ils réussi à réparer une partie du mal qu'il avait fait.

Que devenait, dans tout cela, l'intervention, et quel rôle jouaient ses représentants à Mexico ?

Dans les calculs d'éventualité auxquels on s'était livré en France, une seule hypothèse n'avait pas été prévue, et c'était celle qui se présentait. On avait pensé à tout, excepté à un gouvernement à la fois autocratique et impuissant, rebelle à toute direction et incapable de se diriger lui-même. Les instructions venues de Paris enjoignaient au quartier général et à la légation de seconder discrètement le nouvel empereur, en effaçant par degrés l'action et l'influence étrangères devant son autorité, jusqu'au jour où il serait assez fort pour se

passer de tout appui. C'était notre rôle logique et naturel ; mais ce rôle devenait impossible avec un prince qui ne nous offrait à partager que le poids de fautes renouvelées à chaque pas, et la solidarité d'une chute tôt ou tard inévitable. Dès les premiers mois du règne une attitude nouvelle eût été nécessaire ; il eût fallu, ou dicter à Maximilien une ligne de conduite et lui imposer un entourage, ou négocier son abdication et son retour en Europe. On ne sut prendre ni l'un ni l'autre de ces deux partis.

Ce fut le grand tort et le grand malheur, tort et malheur qui sont retombés sur le maréchal Bazaine en accusations peut-être poussées trop loin, mais dans lesquels il est incontestable que la plus grande part de responsabilité lui incombe.

En réalité, il était l'arbitre suprême de l'intervention au Mexique. Un cabinet spécial, établi sous la direction du colonel Boyer, concentrait au quartier général l'action politique aussi bien que l'action militaire. Seul, le maréchal correspondait directement avec les Tuileries ; seul, il avait entre les mains les moyens de faire entendre la vérité à Paris. Il manqua à ce devoir, quoique, dès le mois de novembre 1864, il sût à quoi s'en tenir et s'exprimât sans équivoque, dans l'intimité, touchant le sort que préparaient à la tentative impériale les inconséquences de Maximilien. Au lieu d'éclairer Napoléon III sur le dénouement tragique

vers lequel on s'acheminait inévitablement, il l'entretint dans l'illusion d'un succès auquel lui-même avait cessé de croire, pallia jusqu'à la dernière heure les côtés irrémédiables de la situation et suggéra des expédients dilatoires, alors qu'il savait mieux que personne qu'une détermination radicale et immédiate était nécessaire. Y eut-il, en cela, de sa part, le profond et machiavélique calcul qu'on lui a prêté? Faut-il lui imputer une culpabilité plus grave que celle de n'avoir pas eu le courage de son opinion, par crainte de se rendre désagréable et de s'exposer à un rappel? La question se pose ici entre le caractère de l'homme et ses intentions.

La vie militaire crée facilement, autour de ceux qui la mènent longtemps, un mirage qui fait illusion à distance sur leur personnalité. Le ton et l'allure du commandement, l'habitude de faire tout plier d'un seul mot, la décision qu'il apporte dans les choses du service, donnent à l'officier, à l'officier supérieur surtout, les formes extérieures d'une fermeté qui est souvent loin d'être dans le fond de sa nature. On se figure difficilement une volonté vacillante, un esprit incertain, sous les dehors d'une vigueur qui exclut jusqu'à l'idée d'une faiblesse. Il s'en faut pourtant que l'homme soit toujours, en face des difficultés de la vie ordinaire, ce qu'est l'officier à la tête de ses soldats ou sur le champ de bataille. Pour ceux qui l'ont connu de près, le maréchal Bazaine fournit un

frappant exemple de ce contraste. A côté de qualités militaires incontestables et d'une bravoure incontestée, il y avait chez lui un fond d'hésitation, une prédisposition à l'indolence qui le portaient plus volontiers à l'expectative qu'aux initiatives énergiques. Il possédait une habileté relative à tirer parti des événements; mais il fallait que les événements vinsent à lui. Il se réfugiait, pour les attendre, dans une sorte de fatalisme temporisateur et muet qui donnait le change sur sa véritable force. Je lui ai entendu dire, un jour qu'on l'engageait à se méfier de certains personnages qui le leurraient par des négociations traînées en longueur: « Ils sont Mexicains, c'est vrai, mais je suis Arabe. » Ce mot le définit avec une grande justesse. Il avait de l'Arabe l'inaction silencieuse, derrière laquelle s'abrite l'attente de l'imprévu. A cela se joignait une grande foi dans son étoile, foi justifiée jusque-là par les bonheurs de sa carrière. Que, du moment où apparut à ses yeux, comme aux yeux de tous, le sort réservé au nouvel empire entre les mains de Maximilien, il se soit bercé de la pensée que le coup de théâtre final tournerait à son profit, on ne peut guère en douter. Les suggestions d'une partie de son entourage l'y auraient poussé, à défaut de sa propre ambition. Le retour en France de notre armée n'entraîna dans les prévisions de personne; on saluait d'avance le commandant en chef comme l'arbitre futur de la situation, le jour où la force

des choses amènerait l'intervention à recueillir la survivance de l'empire. Lui-même, très probablement, calculait ainsi l'avenir dans son for intérieur. Mais il n'est pas exact de lui attribuer une participation active et systématique dans l'insuccès de l'œuvre dont il était le principal collaborateur.

Sa conduite vis-à-vis de Maximilien pécha bien moins par une opposition de parti pris ou par une immixtion exagérée dans les actes du gouvernement, que par le manque de suite et de fermeté. Quand il lui arriva d'entrer en lutte avec l'empereur, ce fut presque toujours pour finir par capituler, en accordant à moitié ce qu'il avait d'abord refusé. Dans la question d'argent principalement, qui fut l'objet réel de la plupart de ces démêlés, il poussa la complaisance jusqu'à la faiblesse. Sauf vers les derniers mois qui précédèrent l'évacuation, il y eut en somme, entre le quartier-général et le palais, des querelles plutôt que des conflits, et le maréchal ne resta que trop souvent le spectateur passif des erreurs du souverain inexpérimenté dont il lui aurait appartenu d'être le tuteur. On pourrait même dire que son tort le plus grand consista dans une sorte d'affectation à se désintéresser de ces erreurs, comme si elles n'avaient pas dû retomber sur la France. La véritable responsabilité qui lui incombera devant l'histoire sera, je le répète, de n'avoir pas arrêté à temps, par une sage résistance, le malheureux Maximilien dans

une entreprise au-dessus de ses forces, et de n'avoir pas donné l'éveil à la France sur le terrible mécompte qui se préparait pour elle. Cette responsabilité sera aggravée par le soupçon légitime que des motifs personnels ne furent pas étrangers à son abstention et à son silence.

On avait d'ailleurs manqué de prévoyance et de tact politique à Paris, en maintenant à côté du nouveau souverain le chef militaire qui venait d'exercer en fait, pendant près d'une année, la puissance suprême au Mexique. En pareil cas, le passage du commandement à l'obéissance est toujours difficile. Il faut, pour éviter les froissements, une bien grande supériorité chez celui qui prend le pouvoir ou une abnégation plus grande encore chez celui qui cède le premier rang. Ni l'une ni l'autre de ces conditions ne se rencontrait ici. Il manquait à Maximilien la haute valeur qui s'impose ; il manquait au maréchal Bazaine le désintéressement qui s'efface. A la place de ce dernier, il aurait fallu mettre, le jour de l'inauguration de l'empire, un simple général de division, uniquement préoccupé du devoir qui lui ordonnait de tout rapporter à son drapeau sans en être distrait par la vision d'une situation dictatoriale à ressaisir.

L'inconvénient de laisser en présence deux pouvoirs exécutifs marchant de pair et entre lesquels il n'y avait ni entente ni subordination possible, n'était pas le seul qu'on eût encouru par le main-

tien irréfléchi du maréchal. A côté d'un quartier général qui continuait à tout centraliser, il ne restait de place pour aucune autre représentation des intérêts français. La légation de France, la mission financière, qui auraient pu, chacune dans sa sphère, prendre une utile autorité et exercer une salutaire influence, se voyaient complètement annihilées, réduites au rôle de rouages secondaires, hors d'état de rien faire et de rien empêcher : conseils, remontrances ou essais d'injonctions, tout ce qui émanait d'elles était dépourvu de sanction et devait, pour acquérir une valeur pratique, recevoir l'approbation et obtenir le concours du commandant en chef de l'armée.

M. de Montholon, investi des fonctions de ministre de France lorsque arriva l'empereur, essaya de réagir contre cette anomalie. Esprit vif et sagace, doué d'une réelle pénétration politique sous des dehors quelque peu sceptiques et légers, il fut l'un des premiers à lire dans le caractère de Maximilien et à pressentir qu'il serait nécessaire de le rappeler plus d'une fois au sentiment de sa situation et de la nôtre. En s'en expliquant avec le maréchal, il s'attacha à lui faire entendre que les avis qu'il y aurait lieu de donner au gouvernement mexicain, au nom du gouvernement français, pourraient avoir moins chance de froisser et plus chance d'être écoutés, en prenant la forme de communications diplomatiques ; il insinua en même temps que l'existence d'un cabinet politique

au quartier général n'avait plus sa raison d'être, en face de l'empire régulièrement installé, et risquait de compliquer les rapports. Ces prudentes suggestions ne conduisirent à rien. Quelques paroles de timide avertissement, hasardées au palais par le ministre français, eurent encore moins de succès, car elles aboutirent à faire demander son remplacement. M. Dano, envoyé pour lui succéder réunissait les conditions les plus favorables et les qualités les mieux faites pour réussir, si réussir avait été possible. Attaché autrefois comme secrétaire à cette même légation qu'il venait diriger, il était déjà familiarisé avec le pays, en parlait la langue et se trouvait avoir par avance dans la société mexicaine ce pied si difficile à conquérir pour un nouveau venu, surtout quand le nouveau venu est un étranger et, pour beaucoup, un ennemi. A la connaissance des hommes et des choses, il joignait un jugement calme et sûr, une nature conciliante, le tact des ménagements qui préparent les transactions épineuses. Mais tout cela ne suffisait pas pour dénouer une situation où l'action diplomatique n'avait qu'une part en quelque sorte honoraire. A peine arrivé, le nouveau ministre de France jugea l'état des choses et le remède héroïque à appliquer. Il le dit à Mexico et l'écrivit à Paris ; il ne cessa de le répéter et remplit jusqu'au bout avec une infatigable conscience le seul rôle qu'on lui laissât : celui de conseiller. Les plus sages conseils, malheureusement, sont

en pure perte, quand ils s'adressent à qui ne veut pas les entendre et que manque le pouvoir de les imposer.

L'histoire de la mission financière fut un peu différente, mais pour arriver à un résultat analogue. Ici la fatalité s'en mêla. M. Corta, envoyé le premier pour étudier et préparer le terrain des questions budgétaires, avait eu le talent de gagner toutes les confiances, sans rien sacrifier de sa liberté de parole ou d'action ; des considérations de famille et de santé l'empêchèrent de consentir à la prolongation du mandat temporaire qu'il avait accepté. M. Bonnefon, venu après lui, fut frappé d'une attaque de paralysie avant même de s'être mis à l'œuvre. Enfin, par un malheur plus grand encore, la mort foudroya M. Langlais au moment où, après avoir quelque temps tâtonné, il annonçait à son entourage qu'il allait attaquer la situation de front, avec l'inflexible résolution de s'en rendre maître

Cette dernière catastrophe marqua, pour la mission financière, la fin de son existence indépendante et du rôle auquel elle était destinée dans le principe. Elle redevint une simple branche du service général de l'intervention.

Ainsi, nul contre-poids à l'omnipotence du maréchal Bazaine, laissée à elle-même en face de l'omnipotence de l'empereur Maximilien ; et entre ces deux hommes, personnification rivale d'une même cause, pas un sentiment partagé, pas une

idée commune. Comment les velléités contradictoires qui, chez l'un et l'autre, remplaçaient les principes et les vues arrêtées, eussent-elles enfanté autre chose qu'un désastre ?